

## CCEF des Etats-Unis Section de Nouvelle-Angleterre

### Activité économique au premier trimestre 2009 et perspectives d'évolution Boston, 22 avril 2009

Cette note résulte d'un travail collectif qui vise à cerner les tendances de la conjoncture économique en Nouvelle-Angleterre et au delà. Comme on le sait, la section de Nouvelle-Angleterre réunit des cadres et des chefs d'entreprises appartenant à des horizons sectoriels complémentaires, qui vont de l'industrie lourde aux secteurs du tourisme et de la santé en passant par la petite entreprise récemment créée. Les informations contenues dans cette note proviennent du terrain, elles ne prétendent pas à l'exhaustivité et ne représentent que le point de vue des CCE qui se sont exprimés. Cette note est finalement une contribution de la Section qui s'adresse non seulement à nos autorités immédiates (Consulat, ME, UbiFrance, etc.) mais aussi aux acteurs économiques français qui souhaitent disposer d'un éclairage sur la conjoncture actuelle dans cette région des Etats-Unis.

**Résumé :** *L'activité économique fait l'objet d'un fort recul dans les secteurs des études, du logiciel, du tourisme et du capital-risque. Dans le domaine logiciel, les experts s'attendent à une délocalisation d'activités même si la R&D est actuellement encore préservée. Dans le tourisme et les voyages d'affaires, le reflux est puissant, entraînant une possible concentration du secteur. Même tonalité dans le capital-risque où les seuls espoirs se trouvent dans les domaines des énergies vertes. Moins dramatique est la baisse d'activité dans l'énergie où la demande d'externalisation sera amenée à prochainement croître. Le secteur de la santé apparaît comme relativement préservé, surtout dans le cadre du plan de relance. Durement touchés sont les biens industriels, à la différence des verres de lunette dont le marché et les développements actuels résistent bien à la crise. La conséquence de cette situation est le gel des investissements.*

#### **1/ Un secteur très touché : les services**

##### **La réduction des études concurrentielles et de marketing traduit une tendance des entreprises à l'analyse introspective**

Les entreprises spécialisées dans la réalisation d'études concurrentielles et de marketing voient leurs activités baisser très fortement en ce début 2009. A l'exception notoire du secteur de la santé, les entreprises diffèrent leurs commandes d'analyses concurrentielles et de marketing en opérant une sorte de mouvement de recentrage sur elles-mêmes qui revient à une analyse introspective destinée à trouver les moyens internes de traverser cette crise en favorisant la recherche de revenus immédiats (ex : surveillance des offres de produits concurrentes) et le maintien de leur clientèle (ex : loyauté du consommateur, maintien du portefeuille de clients, réputation des entreprises par des moyens électroniques). Soucieuses de réduire leurs dépenses, les entreprises ont, d'une façon générale, réduit drastiquement la part de leur budget allouée aux analyses concurrentielles et, globalement, 75% des budgets initialement prévus pour ces postes de dépenses en 2009 sont reportés à la fin 2009 ou à 2010.

Il convient toutefois de noter, qu'à côté du secteur de la santé, quelques domaines restent préservés. Il s'agit des entreprises du secteur de l'énergie et les petites entreprises de media-édition qui continuent de commander des analyses concurrentielles stratégiques. Il s'agit aussi des entreprises d'informatique industrielle ainsi que celles dans les biotechnologies.

### **La réduction des charges est particulièrement forte dans l'industrie du logiciel et prend des formes nouvelles**

Dans le domaine du logiciel, on assiste à une réduction drastique des frais de personnels et de déplacements. Les jours de travail chômés ne sont plus rares aux Etats-Unis, ce qui est nouveau. Par ailleurs, les réductions de personnel affectent les ingénieurs les plus expérimentés, phénomène également nouveau, en partie à cause de leur coût plus élevé. Les entreprises accélèrent la délocalisation de leur sous-traitance en Inde ou en Chine. Il y a consensus dans le secteur pour dire que la situation est encore appelée à se détériorer et que le point le plus bas n'a pas été atteint.

Cependant, les projets de logiciels dans le domaine de la santé sont maintenus. Dans la mesure du possible, les efforts de recherche et développement dans ce secteur sont également poursuivis.

En ce début 2009, la réduction des charges devient également un sujet de préoccupation forte au sein des sociétés de gestion d'actifs financiers. Le montant de leurs actifs sous gestion, sur la base duquel les honoraires de gestion sont calculés, a décliné fortement à partir de fin 2008, dans une fourchette comprise entre 13% et 25%, sous l'effet de la baisse des cours de bourses. Une baisse du revenu d'exploitation de l'ordre de 30% est anticipée pour 2009. Elle pousse ces sociétés à rechercher les moyens de réaliser des économies de fonctionnement substantielles.

### **L'assèchement des flux de capital risque est une réalité, sauf pour les secteurs jugés porteurs, comme les énergies propres et les fonds d'investissement ayant déjà fait leurs preuves**

Depuis le début 2008, la crise de liquidités conjuguée à la baisse des marchés financiers a induit une réduction très marquée du volume d'introductions sur les marchés (IPOs) aux Etats-Unis, tant en nombre (-80%) qu'en montant (-54%). On constate aujourd'hui que les start-up et les jeunes sociétés en phase de développement manquent de liquidités et ceci risque de faire disparaître les plus fragiles d'entre elles.

Les sociétés de capital risque analysent actuellement leurs portefeuilles avec pour objectif d'en réduire le nombre de lignes de participation. Le but est également de faire en sorte que les portefeuilles existants produisent leurs premiers revenus, d'une manière ou d'une autre. Les jeunes sociétés détenues ou partiellement détenues sont donc appelées à subir de fortes pressions pour valoriser ce qui peut l'être. Seules les entreprises ayant fait la preuve de leur réussite en générant des cash-flows positifs ou celles qui sont dans des secteurs jugés comme très porteurs ont de réelles chances de recevoir les financements nécessaires ou additionnels.

C'est ainsi que, dans ce contexte difficile, seul le secteur de l'énergie, en particulier les technologies liées à l'énergie propre voient les flux de capital risque progresser très significativement, de l'ordre de +116%. Cette situation ne fait pas craindre d'éclatement de la bulle « *green tech* » aux Etats-Unis comme cela a été évoqué au cours de l'automne 2008. Les start-up en biotechnologies, en particulier celles qui sont déjà bien établies dans leur domaine et qui sont "sorties du berceau", ont également de réelles chances d'obtenir des financements. On

estime aux Etats-Unis à 5000 le nombre de sociétés de biotechnologie qui font face à des besoins de financement divers ou qui sont à la recherche d'une grosse entreprise capable de les acquérir. Le récent mouvement de concentration dans le domaine de la recherche pharmaceutique (achat de Wyeth par Pfizer, achat de Shering-Plough par Merck) ainsi que le reflux d'activités du capital risque dans un contexte de crise marquée font craindre de grandes difficultés pour tous les créateurs d'entreprises de biotechnologie.

Deux sociétés de biotechnologie françaises ont réussi à lever des fonds récemment. Le sentiment général est qu'il reste de l'argent pour les très bons projets, mais la valorisation des portefeuilles est revue à la baisse.

### **Le secteur américain de l'hôtellerie et du voyage est très affecté par la crise, en particulier le créneau du luxe**

On assiste à une très forte réduction des voyages d'affaires, des séminaires et autres rassemblements qui apparaissent de plus en plus difficiles à justifier dans un contexte économique aussi déprimé. Par ailleurs, des restrictions quant à l'utilisation possible des fonds ont été imposées aux entreprises qui ont bénéficié de l'aide financière dans le cadre du plan de sauvetage de Wall Street "*Troubled Assets Relief Program Transparency Reporting Act*" (TARP) de janvier 2009.

La plupart des entreprises du S&P 500 réduisent drastiquement leurs budgets « Voyages et moyens incitatifs » compte tenu des réalités économiques mais aussi pour éviter toute assimilation avec des sociétés comme AIG.

En conséquence, les projections de début d'année 2009 sont inquiétantes aux Etats-Unis, d'autant que le déclin amorcé fin 2008 se poursuit et paraît même s'accélérer lors du premier trimestre 2009. Une chute de plus de 20% en volume est prévue pour 2009. Le secteur a perdu 200 000 emplois en 2008, et les projections 2009 anticipent une perte de 247 000 emplois supplémentaires dans les secteurs du tourisme et du voyage.

Toutefois, des études statistiques montrent que l'activité du secteur de l'industrie du voyage est corrélée à l'évolution du bénéfice par action des entreprises du S&P 500. Le secteur garde donc bon espoir que celui-ci s'inscrive en faible hausse à la fin 2009. Il convient également de noter que la crise actuelle profite aux compagnies aériennes à bas coûts et aux hôtels de moyenne ou basse gamme. L'hôtellerie de luxe, quant à elle, subit des baisses de fréquentation de l'ordre de 50% (Ritz Carlton par exemple).

On anticipe finalement une accélération des restructurations dans le secteur, des fusions de sociétés aériennes, de chaînes d'hôtels et d'entreprises de location de voitures (avec ou sans chauffeurs).

## **2/ Les secteurs relativement épargnés par la crise, où se manifestent de fortes attentes quant au plan de relance du Président Obama**

### **Le secteur de l'énergie**

Dans le secteur de l'énergie, les incitations financières pour les économies d'énergie et les énergies alternatives prévues dans le plan de l'administration Obama devraient soutenir la croissance du marché. Dans le cadre du plan de relance, ce sont quelque 21,5 milliards

supplémentaires qui vont être dirigés vers la R&D (18 milliards) et les infrastructures de recherche (3,5 milliards) au cours de l'année 2009 et jusqu'en septembre 2010<sup>1</sup>. Les organismes bénéficiaires sont la NSF, le Département de l'énergie (direction de la recherche, DoE/OoS), l'Institut des standards et des technologies (NIST) et la NIH (à hauteur 10,4 milliards).

En particulier la recherche des économies par les entreprises et les institutions publiques (administrations fédérales, états, villes) devrait stimuler le marché des prestataires extérieurs comme dans les services de soutien (gestion d'infrastructures ou d'installations). La faiblesse actuelle des coûts de l'énergie ne stimule pas les investissements en économies d'énergie des acteurs privés

La situation critique de certains investisseurs devrait également générer des opportunités d'acquisition ou de partenariat sur le marché des réseaux de chaleur.

Pour 2009, les entreprises qui, comme Veolia, sont positionnées sur des marchés de première nécessité (énergie pour chauffage et climatisation) s'attendent à un impact assez limité de la crise et donc une quasi-stabilité de leur activité, le risque essentiel étant lié aux éventuelles défaillances de certains de clients. Par ailleurs, en termes de développement, il y aura probablement très bonnes opportunités dans les mois qui viennent.

### **Les secteurs de la santé et des prestations sociales**

Le secteur de la santé (pharmacie, matériel médical, diagnostic, etc.) est généralement considéré comme peu sensible à la conjoncture économique. Par exemple, les PME françaises produisant ou commercialisant du matériel médical aux Etats-Unis sont les seules pour lesquelles les projets d'implantation en Nouvelle Angleterre ne sont pas trop différés. Mais un ralentissement de l'activité des CRO (sous-traitants) se fait sentir depuis octobre 2008 en raison de la concentration du secteur de la pharmacie (voir partie 1.3) et de la réduction des dépenses de R&D. Certains hôpitaux américains sont affectés par la crise de liquidités, et on note que la plupart des plans d'investissements lourds ont été reportés à fin 2009 ou au début de l'année 2010. Le plan de relance de l'Administration Obama, en particulier en ce qui a trait au secteur scientifique (voir partie 2), tend à préserver l'activité dans ces domaines.

Dans le secteur des prestations sociales aux entreprises, on reste optimiste pour l'année 2009, qui devrait afficher de meilleurs résultats qu'en 2008. En dépit de facteurs négatifs liés à la hausse du chômage, on espère beaucoup du plan Obama qui devrait renforcer l'attractivité de ce type de prestations.

Les attentes quant au plan Obama sont importantes, quoique ce dernier reste encore un peu flou. Les points clés réclamant des précisions sont les suivants :

- Réforme du rôle du gouvernement fédéral dans la protection sociale
- Extension du programme de couverture sociale de l'enfance dans les états
- Incitation financière très significative pour mettre en place l'informatisation des dossiers médicaux
- Affectation de 1,2 milliard de \$ à la prévention.

### **3/ Le secteur industriel : une situation globalement très difficile mais contrastée**

Dans le secteur industriel des biens intermédiaires, les ventes ont décliné en volume de 30 à 40% au cours du premier trimestre 2009, une baisse soudaine et d'une amplitude jamais observée

auparavant. Une demande plus faible, combinée à un déstockage des clients en sont les causes. Les marges sont sous pression. Aucune reprise n'est anticipée avant le milieu de l'année. Une restructuration forte a été engagée dès janvier 2009, qui s'est traduite par la fermeture de sites industriels et plusieurs centaines de suppressions d'emplois aux Etats-Unis. Un contrôle très strict des dépenses a été mis en place, avec un gel des recrutements, des salaires et des frais de déplacement. Plusieurs centaines de postes occupés par des prestataires de services ont également été supprimés.

Cette très importante réduction d'activité se propage très vite en remontant la chaîne de production et les répercussions sur les fournisseurs sont immédiates. Dans un autre secteur, celui des verres de lunettes, l'activité est plus soutenue. Avec une croissance hors change de 9,7 % en 2008, Essilor a gagné de nouvelles parts de marché tout en préservant la qualité de ses marges et sa capacité d'investissement. L'exercice 2008 a vu une bonne croissance (+ 4,9 %) de l'activité verres correcteurs liée à l'efficacité des réseaux du groupe et aux succès de ses nouveaux produits, notamment les verres de nouvelle génération photochromiques et antireflet. La rentabilité est restée à un bon niveau, à 17,9% du CA, avec un taux d'endettement qui reste très faible malgré la réalisation d'un programme d'acquisitions ambitieux (27 sociétés).

En 2009 le Groupe maintient le cap et compte poursuivre son programme d'expansion notamment dans la zone Asie-Pacifique où la société a finalisé quatre opérations de croissance externe en Australie.

Le Groupe a pris des participations dans trois laboratoires de prescription et a également acquis 50 % d'une société spécialisée dans l'édition de logiciels de gestion pour les opticiens.

En 2009, le contexte de récession mondiale rend très incertaines les prévisions de croissance de l'exercice. Cependant, la crise économique ne remet pas en cause les objectifs de la société à moyen et long terme et le Groupe va poursuivre son développement et le déploiement de sa stratégie d'innovation et d'internationalisation.

Dès le début de l'année, le Groupe a lancé un nouveau verre anti-reflet en Europe et aux Etats-Unis ainsi qu'un nouveau verre photochromique en Europe. Le programme d'acquisitions ciblées va également se poursuivre, notamment dans les laboratoires de prescription, et la croissance par acquisitions pourrait représenter environ 6 % (effet report inclus) en 2009. Enfin, le groupe continuera à optimiser sa gestion en fonction de l'environnement économique.

#### **4/ Quelles conséquences à court terme sur l'investissement et l'emploi ?**

**De façon générale, on assiste à un gel des investissements, même dans les secteurs les moins touchés par la crise** Les entreprises ont gelé leurs programmes d'investissements pour 2009. Les entreprises sont, d'une façon générale, attentistes, et elles souhaitent connaître la tendance avant de lancer les programmes d'investissement prévus en 2009. Ce constat concerne même les secteurs d'activité traditionnellement présentés comme peu sensibles à la récession, comme la santé.

Globalement, le volume d'investissements aux Etats-Unis au quatrième trimestre de 2008 était en baisse de 36% par rapport au trimestre précédent, niveau le plus bas depuis le premier trimestre 2005.

**Une forte hausse du chômage qui, pour l'instant, ne facilite pas les recrutements éventuels**

Le recrutement de salariés hautement spécialisés n'est pas rendu plus facile par la forte hausse récente du chômage dans la mesure où les entreprises ont tendance à se séparer d'abord de leurs salariés les moins performants. Les quelques PME françaises établies en Nouvelle Angleterre qui recrutent ont constaté une forte augmentation du nombre de candidats par rapport aux mois précédents, mais les bons profils restent rares.

**Un regain d'intérêt pour les transports publics aux Etats-Unis, qui, s'il se confirme, pourrait présenter des opportunités pour les entreprises françaises du secteur.**

Conforté par la hausse sans précédent de l'utilisation des transports publics aux Etats-Unis (+8%), le Plan de relance américain comprend un plan d'investissement massif de 9 milliards à court terme dans les infrastructures de transports publics. Les projets restent à déterminer, mais on évoque en particulier la réalisation d'un Hub majeur à Chicago. Le savoir-faire français dans ce secteur est reconnu aux Etats-Unis, et des entreprises compétitives comme Alstom, la RATP comme opérateur, Thales, etc..., auront peut-être un rôle à jouer.

**Contributeurs :**

T. Bernard, C. Berthoux, G. Bridi, C. Chaulet, I. Estebe, E. Javellaud, B. Malfroy-Camine, C. Hote, J.-Y. Lagarde, M. Landel, A. Mynard, J.-M. Pandraud, X. Touret, J.-M. Vallet,

Mise en forme/coordination : X. Touret, A. Mynard